

Pour Innocent Muhozi, il n'y a plus d'Etat au Burundi

RFI, 19-09-2015 Mandats d'arrêt contre des opposants : fortes inquiétudes au Burundi Au Burundi, le procureur général de la République a annoncé hier l'émission de mandats d'arrêt internationaux contre les responsables de la campagne «halte au troisième mandat», de partis politiques et des médias. Tous sont accusés d'avoir organisé un mouvement insurrectionnel dans le pays et d'être complices de la tentative de coup d'Etat contre Pierre Nkurunziza, le 13 mai dernier. Le procureur général de la République n'a pas cité de noms, mais il a fait référence à un rapport d'une commission d'enquête judiciaire dont RFI avait obtenu copie.

Le rapport citait les noms des principaux opposants et figures de la société civile, parmi lesquels figure celui de Jean Minani, président du Frodebu Nyakuri, qui fut deux fois président de l'Assemblée nationale. « On tue les gens en public devant tout le monde, le procureur général ne dit rien, s'indigne Jean Minani. Maintenant on frappe et on torture les gens jusqu'à la mort, le procureur général ne dit rien. On trouve des corps qui traînent, tués, ligotés, après arrêtés par la police, tout le monde sait qui a fait ça, le procureur général ne réagit pas. Et désormais, selon le président du Frodebu, le procureur accuse l'opposition de tous les maux. « Cela veut dire en clair que le procureur général n'est plus procureur général de la République et est devenu tout simplement un partisan de monsieur Pierre Nkurunziza ». « Nous disons très clairement et d'office que personne n'a jamais gagné une guerre contre le peuple. C'est le peuple qui a raison à la fin » conclut Jean Minani. Pour Innocent Muhozi, il n'y a plus d'Etat au Burundi Les médias privés et leurs dirigeants - eux - n'étaient quasiment pas cités et pourtant le procureur les a propulsés au rang de grands soutiens du putsch. Pour le président de l'Observatoire de la presse au Burundi et directeur de la radio et télévision Renaissance, Innocent Muhozi, c'est la continuité d'une logique de répression envers les médias. « C'est un cheminement politique logique qui tend depuis quelques années déjà à essayer de détruire systématiquement toutes les libertés publiques et le droit civil des gens », explique Innocent Muhozi. Accusations judiciaires ou exécutions sommaires, on ne sait plus de quoi il faut s'inquiéter dans son pays où apparemment il n'y a plus d'Etat du tout, quand on voit ce qui se passe tous les jours ; des assassinats, des exécutions de prisonniers, des tortures faites allégrement par des services de l'Etat. Pour nous le pire peut arriver. Je ne sais même plus ce qu'il faut appeler le pire dans ce pays.